

**Accord du 17 décembre 2024**  
relatif à la protection sociale complémentaire

NOR : ASET2550618M

IDCC : 1285

---

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**SYNDEAC ;**  
**SNSP ;**  
**SMA ;**  
**PROFEDIM ;**  
**Forces musicales ;**  
**FSICPA ;**  
**FNAR,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**SNAPAC CFDT ;**  
**SUD culture ;**  
**SNAM CGT ;**  
**SYNPTAC CGT ;**  
**FNSAC CGT ;**  
**F3C CFDT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Le présent accord s'applique au personnel salarié des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles du 1<sup>er</sup> janvier 1984, étendue le 4 janvier 1994 (*Journal officiel* de la République française du 26 janvier 1994), et de ses avenants en vigueur.

La convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles comprend un titre XII « Retraite et prévoyance » relatif à la protection sociale complémentaire des salariés, cadres et non cadres.

Afin, d'une part, de permettre l'extension des garanties réservées aux cadres à certains salariés non cadres, en application de l'article R. 242-1-1 du code de la sécurité sociale et des anciennes dispositions prévues par l'article 36 de l'annexe I à la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947, devenu depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 « catégorie agréée par l'association pour l'emploi des cadres », et, d'autre part, de maintenir le régime social de ces contributions, prévu par l'article L. 242-1 II 4<sup>o</sup> du code de la sécurité sociale, les partenaires sociaux signataires souhaitent, par le présent accord, compléter, à compter de sa date d'effet, les dispositions du titre XII de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles, par l'introduction d'un nouvel article.

Le présent accord vise principalement à sécuriser la pratique, par certaines entreprises de spectacles, d'extensions des garanties de protection sociales des cadres, mises en place et validées par l'association de gestion des institutions de retraites des cadres avant l'entrée en vigueur de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles du 1<sup>er</sup> janvier 1984.

### **Article 1<sup>er</sup> | Modification du régime de protection sociale complémentaire (titre XII)**

Il est créé un article XII.3 intitulé « Cas particulier ».

« Les entreprises artistiques et culturelles relevant du champ d'application de la présente convention ont la faculté de faire bénéficier aux salariés relevant de la catégorie des agents de maîtrise d'un régime de protection sociale complémentaire à destination des salariés cadres.

Lorsqu'une entreprise fait usage de cette faculté, les salariés susmentionnés n'ont pas à être affiliés au régime de protection sociale complémentaire destiné aux salariés non cadres, prévu par le présent titre.

En outre, l'usage de cette faculté suppose pour l'entreprise, la formalisation de ce choix. »

### **Article 2 | Date d'effet**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, prend effet à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois suivant la publication de l'arrêté ministériel d'extension au *Journal officiel*.

### **Article 3 | Stipulation spécifique pour les entreprises de moins de 50 salariés**

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L. 2232-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés dès lors que le présent accord vise à modifier le régime collectif obligatoire de protection sociale complémentaire dont doivent bénéficier les salariés relevant de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles et ce quel que soit l'effectif de leur entreprise.

### **Article 4 | Dépôt et extension**

Les syndicats signataires demandent l'extension du présent accord, conformément à l'article L. 2261-1 du code du travail. L'accord sera porté à l'extension par la partie la plus diligente.

*Fait à Paris, le 17 décembre 2024.*

(Suivent les signatures.)